

## **La crise financière et économique**

### ***Commentaires de la FSESP sur ses conséquences pour le secteur public et le reste de l'économie***

#### **Actions de la FSESP**

***Document adopté au Comité Exécutif du 21 avril 2009***

#### **Le Comité exécutif de la FSESP demande aux syndicats affiliés :**

- d'utiliser ce document dans les discussions de politique avec leurs confédérations et les pouvoirs publics, et ainsi de façonner ensemble l'orientation future de l'Europe ;
- d'informer le secrétariat de la FSESP des atteintes à la négociation collective, aux droits syndicaux et au dialogue social portées par des gouvernements et des employeurs qui cherchent à imposer des mesures unilatérales en conséquence de la crise.

#### **Le Comité exécutif de la FSESP décide :**

- de surveiller la crise économique et son impact sur les travailleurs des services publics. La FSESP désapprouve les mesures unilatérales des gouvernements réservant un traitement particulier aux travailleurs des services publics, dont un grand nombre figurent dans la fourchette des revenus faibles à moyens, tandis que les fortunés et les banquiers, entre autres, échappent à de douloureuses mesures. La crise souligne l'importance des services publics. La FSESP s'efforcera d'empêcher que la crise économique ne soit exploitée pour diminuer le rôle du gouvernement et des services publics. La lutte contre les paradis fiscaux et la fraude fiscale, la mise en place d'une fiscalité équitable et progressive sont des éléments essentiels du progrès économique, social et environnemental. De telles mesures contribuent à la viabilité des finances publiques. Cette crise étant mondiale, la FSESP va agir en étroite collaboration avec l'ISP, la fédération syndicale mondiale de la fonction publique, afin de défendre les travailleurs du service public, de promouvoir des services publics de qualité et de participer à la réforme et à la conception des institutions financières internationales. Le rôle du Fonds monétaire international et les rudes conditions qu'il impose aux travailleurs du service public, souvent en l'absence de toute consultation ou négociation, requièrent une attention particulière. C'est d'autant plus important maintenant que le G20 va renforcer son rôle et son financement. L'Union européenne et ses banques (BCE, BEI, BERD) devraient être en mesure d'épauler les économies en difficulté, en faisant dépendre leur aide de la présence de clauses sociales et vertes et d'une référence au modèle social européen, plutôt que des politiques d'austérité du FMI. ;
- de rendre compte des progrès de la négociation collective, notamment de l'évolution comparée des salaires des secteurs public et privé, du temps de travail et des mesures prises en matière de formation qualifiante ;
- de communiquer régulièrement les mesures spécifiques que la FSESP peut prendre pour contribuer à la résorption de la crise économique et pour veiller à la prise en compte des intérêts des travailleurs des services publics. Les syndicats doivent pouvoir participer à l'élaboration de mesures économiques aux niveaux national et européen. La FSESP demandera à participer à la délégation de la CES au dialogue macroéconomique avec la BCE, la Commission européenne et la présidence de l'UE. Si la Résolution R2 du Congrès sur la négociation collective et le dialogue social est adoptée, le réseau proposé d'experts en politique économique des syndicats affiliés de

la FSESP pourra aider cette dernière à influencer la politique économique et de finance publique de l'Union européenne ;

- que, face à la crise économique, la réaction et l'engagement des institutions européennes (comme la Commission européenne, la BCE, le Conseil de ministres, les ministres de la zone euro et le Parlement européen) et des États membres exigent une forte coordination. Étant donné que la FSESP devrait être en mesure de participer à la défense des intérêts des travailleurs des services publics, son Secrétariat doit élaborer des propositions qui, après discussion et approbation, pourront être prises en compte dans la planification des priorités pour 2010 et à plus long terme ;
- de soutenir l'évolution vers un développement durable sur le plan environnemental et social. La crise économique permet de faire des choix en matière d'investissements publics. La FSESP doit contribuer à l'élaboration de propositions pour cette transition, en examinant le contenu d'un « Green Deal », des budgets verts et un produit intérieur brut (PIB) plus social et respectueux de l'environnement, et à la définition des principes d'une transition juste en matière d'emploi. Ces propositions comprendront nécessairement une réflexion sur la redistribution mondiale de la richesse et de la croissance.

**La FSESP appelle les syndicats affiliés à se mobiliser contre les employeurs et les gouvernements qui profitent de la crise pour licencier, réduire les salaires et enfreindre les conventions collectives.**

**La FSESP appelle les syndicats affiliés à participer massivement aux manifestations de la CES les 14, 15 et 16 mai 2009.**